

2 **TEXTE ACTION**

3 Les politiques menées ces dernières années, qui se sont intensifiées sous le quinquennat d'Emmanuel
4 Macron, ont porté de sévères coups au modèle social français : réforme de l'assurance chômage,
5 projet, laissé un temps de côté, mais toujours d'actualité, de destruction du système de retraite, recul de
6 l'âge légal de départ, précarisation et paupérisation d'une grande partie de la population dont les
7 retraités, les étudiants et les travailleurs. La Fonction publique, sur laquelle se fonde cette solidarité est
8 particulièrement visée notamment par la loi de Transformation de la FP qui remet en cause le principe
9 du fonctionnaire citoyen, indépendant du pouvoir politique et au service de l'intérêt collectif, tel que le
10 définissaient le CNR en 1944 puis les lois Le Pors en 1983. En réduisant fortement les prérogatives des
11 CAP, cette loi détruit aussi la gestion collective des carrières. La gestion des personnels se fait
12 désormais dans l'opacité et l'arbitraire les plus complets : une régression sans précédent !

13 Par ses réformes néolibérales et antisociales, le président sortant, avec son ministre Jean-Michel
14 Blanquer a conduit une casse méthodique de l'Éducation nationale et du Service public d'éducation :

- 15 • en détruisant le baccalauréat jusqu'alors principalement constitué d'épreuves terminales,
16 anonymes et nationales qui permettait de garantir l'égalité entre candidat·es issu·es de différents
17 milieux sociaux ;
- 18 • en mettant en place une sélection inique à l'université qui pénalise les élèves des milieux
19 populaires et des territoires les plus défavorisés ;
- 20 • en affaiblissant ce qui restait d'Éducation Prioritaire et en annonçant sa fin prochaine ;
- 21 • en imposant une plus grande autonomie des établissements visant à mettre au pas les
22 personnels.

23 Sa gestion erratique de la crise sanitaire a été révélatrice d'un profond mépris à l'endroit des personnels
24 et des usagers, qui n'a pas échappé non plus à l'opinion publique. Mises en place au profit d'une école
25 élitiste et discriminante, ces politiques vont exactement à l'encontre du projet de démocratisation que
26 nous portons.

27 Les politiques indignes menées en particulier ces cinq dernières années dans le traitement réservé aux
28 réfugié·es (différent selon leur pays d'origine) illustrent de manière particulièrement flagrante et
29 révoltante les discriminations à l'œuvre. Pour le SNES et la FSU, la France doit renouer avec une
30 tradition humaniste d'accueil de toutes et tous les réfugié·es sans opérer de tri selon la nationalité des
31 migrant·es. Elle doit en particulier se montrer à la hauteur des enjeux d'accueil et de scolarisation de
32 toutes et tous les jeunes réfugié·es.

33 Le président de la République n'a pourtant en rien remis en cause son bilan désastreux et promet
34 maintenant de dynamiser la protection sociale, l'Éducation nationale et les services publics en général.
35 Rien ne nous est épargné : du prof-bashing au nouveau statut conditionnant une hypothétique
36 revalorisation à des missions alourdies, en passant par la fin du CAPES et le recrutement par les chefs
37 d'établissement de personnels précaires soumis à leur autorité... Les quelques timides annonces
38 d'aménagements de programme d'entre-deux tours supposées séduire un électorat d'enseignant·es
39 écoeuré·es par les 5 années du ministre Blanquer ne font pas illusion !

40 Aux multiples attaques antisociales menées par ce Gouvernement, s'est ajouté son autoritarisme :
41 affaiblissement du Parlement, répression parfois brutale des mouvements sociaux, stigmatisation d'une
42 partie de la population. Associées à des politiques économiques néolibérales fragilisant les conditions
43 de vie d'une majorité de la population, cette gestion a permis l'essor et la normalisation de l'extrême
44 droite fascisante en France. Ses thèmes favoris (sécurité, immigration) ont envahi le débat public,
45 notamment durant les dernières élections présidentielles. Le résultat du premier tour des élections
46 présidentielles est venu confirmer nos craintes : l'extrême droite, avec ses trois candidat·es, n'a jamais
47 été aussi forte, atteignant le niveau inédit d'un tiers des suffrages exprimés. C'est là un des effets les
48 plus dévastateurs du bilan catastrophique du président sortant et plus globalement de 40 ans de
49 politiques d'austérité.

50 Alors que le vote Marine Le Pen apparaît à certain-es comme l'expression possible de leur colère contre
51 la politique de Macron et de leur rejet de celle-ci, nous avons la responsabilité de rappeler que le projet
52 de l'extrême droite, antidémocratique et qui promeut la haine des minorités, ne doit recueillir aucun de
53 nos suffrages, tant il est en opposition avec le projet égalitaire de transformation sociale que nous
54 portons.

55 Le discours prétendument social tenu par l'extrême droite incarnée par Marine Le Pen dans le but mal
56 dissimulé de banaliser des idées dangereuses ne doit leurrer personne. Le projet xénophobe de
57 l'extrême droite vise la remise en cause des droits et des libertés fondamentaux, celle du droit des
58 femmes, la destruction des principes philosophiques et moraux de notre république et repose sur le
59 libéralisme économique. En divisant les classes populaires, en opposant travailleurs nationaux et
60 travailleurs immigrés, il promeut la domination de classe. Ce programme, c'est aussi la casse de
61 l'Éducation nationale remplacée par un « Ministère de l'Instruction Publique », dont l'objectif principal est
62 l'endoctrinement à visée nationaliste, reposant sur la mise au pas des personnels et des élèves,
63 sommés de revêtir l'uniforme ; c'est la fin de la liberté pédagogique et la destruction de tout ce pour quoi
64 nous nous battons.

65 Le SNES-FSU a la responsabilité de combattre l'extrême droite à tous les niveaux en empêchant son
66 accès au pouvoir, et celle d'impulser les luttes contre les politiques néolibérales qui contribuent à la
67 banalisation de l'extrême droite et de son projet de société antisocial.

68 Le SNES-FSU est solidaire des mobilisations qui ont lieu dans la jeunesse scolarisée pendant l'entre-
69 deux tours. Il condamne les fermetures d'universités décidées pour empêcher leur développement. Il a
70 appelé les personnels à participer aux manifestations contre le racisme et le fascisme le samedi 16 avril
71 2022, à l'initiative de la Marche des solidarités rejointe par la FSU et de nombreux autres OS et
72 collectifs. Ce premier succès a conduit Marine Le Pen à considérer cette manifestation comme anti-
73 démocratique, ce qui est révélateur de sa conception de la liberté de manifester.

74 Dès maintenant et quelle que soit l'issue des élections présidentielles, le SNES-FSU doit préparer un
75 plan d'action pour mettre en échec les réformes annoncées dans les programmes des deux candidats.
76 Le SNES-FSU doit maintenant faire du 1^{er} mai, journée internationale des droits des travailleurs, un
77 moment fort d'expression des luttes sociales et de combat contre l'extrême droite et ses idées, le
78 premier temps fort d'une mobilisation populaire et syndicale massive, avant les législatives, qui seront le
79 prochain rendez-vous électoral aux enjeux politiques majeurs. Le SNES-FSU mettra en avant les
80 mobilisations organisées partout en France ce jour-là, pour que toutes et tous puissent y prendre part et
81 montrer ainsi leur détermination à porter un autre projet de société.

82 Le SNES-FSU appelle de nouveau à battre l'extrême droite et à s'opposer à tout projet libéral, lors des
83 élections législatives de juin. Dans la perspective de ces élections, il continuera à dénoncer et combattre
84 les politiques néolibérales. Il interpellera tous les candidats porteurs d'un projet émancipateur pour la
85 société.

86 Conscient de la difficulté à construire des mouvements majoritaires, le SNES-FSU doit s'attacher à
87 reconstruire le syndicalisme de masse auquel il est attaché. Le quinquennat Macron a vu émerger des
88 mouvements de masse inédits, contre la réforme des retraites et pour les hausses de salaires et le
89 pouvoir d'achat. Les campagnes engagées sur ces questions par le SNES-FSU doivent se poursuivre et
90 permettre de relancer les mobilisations par la mise en avant des principaux mandats : le dégel et la
91 revalorisation immédiate du point d'indice, pour rattraper les pertes accumulées depuis le début des
92 années 2000, la revalorisation des pensions ; le combat pour l'égalité femmes-hommes ; une Sécurité
93 sociale financée par les cotisations sociales et couvrant tous les risques de la vie, une retraite à 60 ans,
94 à taux plein dès 37,5 annuités, la défense du code des pensions civiles et militaires, l'abrogation de la
95 loi Fonction publique, permettant le rétablissement du contrôle paritaire sur la gestion des carrières.

96 La réaffirmation de l'ensemble des mandats du SNES-FSU est donc essentielle, en particulier pour la
97 revalorisation de nos métiers et de nos salaires, pour des conditions d'enseignement et d'études dignes
98 du projet ambitieux que nous portons pour l'École. Dès maintenant, le SNES-FSU doit préparer des
99 luttes majoritaires, contre les projets destructeurs et pour une société solidaire, pour une Fonction
100 publique renforcée, pour une École démocratisante et émancipatrice. Le SNES-FSU doit porter et
101 populariser auprès de l'opinion publique son projet d'une école pour toutes et tous jusqu'à 18 ans, une
102 école véritablement inclusive, dotée des moyens de fonctionner dans de bonnes conditions, grâce à des
103 personnels respectés, mieux payés et protégés.

104 Le SNES-FSU soutient tous les personnels attaqués par le gouvernement et par la hiérarchie. Il appelle
105 à l'annulation des mutations-sanctions contre les 6 collègues de l'école Pasteur de Saint-Denis. Il
106 continuera à lutter contre toutes formes de répression administrative à l'encontre des collègues.

107 Le SNES-FSU continue de revendiquer la suppression des réformes du collège et du lycée, ainsi que la
108 fin de la sélection à l'Université et dans l'immédiat, il exige la mise en place de mesures transitoires pour
109 le lycée pour l'année 2022-2023. À la veille de l'organisation des épreuves de spécialités du
110 baccalauréat et de l'ensemble des examens, le SNES-FSU doit prendre toute sa part dans l'action, aux
111 côtés des personnels. Il exige du Ministère et des rectorats des conditions de correction décentes et
112 respectueuses des élèves et des conditions de travail, ainsi qu'une rémunération à la hauteur de la
113 charge de travail et versée dans un délai raisonnable.

114 Le SNES-FSU doit soutenir, faire connaître et coordonner les mobilisations dans les établissements,
115 notamment au sujet des conditions de la rentrée scolaire 2022. À rebours de la logique de suppressions
116 de moyens, le SNES-FSU doit exiger des mesures d'urgence pour la rentrée, avec un plan de
117 recrutement massif, pour faire face aux nombreux besoins (enseignant-es, CPE, PsyEN, AESH, AED,
118 infirmier-es). Le SNES-FSU soutient les actions des AESH pour obtenir, en plus de l'abandon des PIAL,
119 un véritable statut de fonctionnaire de catégorie B et une redéfinition des ORS des AESH, permettant la
120 prise en compte du travail invisible et le travail à temps plein, dans les établissements scolaires.

121 Le SNES avec la FSU appelle à participer massivement à la journée de lutte contre la précarité le 25
122 mai 2022. Les enjeux de cette journée : informer et interpeller sur les conditions d'emploi des non-
123 titulaires, travailler sur un plan massif de titularisation des AED, des AESH et des non-titulaires.

124 Le SNES-FSU doit tout mettre en œuvre pour mobiliser et construire les luttes que nous aurons
125 inévitablement à mener, notamment contre la réforme des retraites. Pour cela, il doit permettre le débat
126 et l'action collective, notamment en organisant des HIS, et des AG et autres temps d'informations et
127 d'échanges avec la Profession. Mettre en place et faire la promotion de caisses de grève académiques
128 du SNES-FSU doit permettre à tous les personnels, y compris les plus précaires, de se mobiliser.

129

130 Texte adopté à l'unanimité des 47 votants.